

Préfet de la Région Grand Est

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Installation d'ombrières photovoltaïques ,  
sur le parking du Parc Walygator, à Maizières-lès-Metz (57)**

**Le Préfet de la région Grand Est**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « NEOEN - 6 rue Ménars - 75002 PARIS », reçu complet le 1<sup>er</sup> mars 2019, relatif au projet d'installation d'ombrières photovoltaïques d'une surface de 39 916 m<sup>2</sup>, sur le parking du Parc Walygator, à Maizières-lès-Metz (57) ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2018/ 268 du 13 juin 2018 portant délégation de signature du Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin en faveur de Monsieur Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté DREAL-SG-2018-22 du 18 juin 2018 portant subdélégation de signature de Monsieur Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de Monsieur Pierre SPEICH, chef du service Évaluation Environnementale et de son adjoint Monsieur Hugues Tinguy ;

**Considérant la nature du projet :**

- qui relève de la rubrique n°30 de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement « Installations sur serres et ombrières d'une puissance égale ou supérieure à 250 kWc. » ;
- qui consiste en la construction d'ombrières équipées de panneaux photovoltaïques situées sur une partie du parking du Parc Walygator à Maizières-lès-Metz (57) d'une surface d'environ 7 ha ;
- qui est susceptible de présenter un enjeu d'éblouissement, en particulier des automobilistes ;

**Considérant la localisation du projet :**

- sur un terrain totalement artificialisé ;
- sur un parking existant, en partie perméable, présentant ainsi un risque d'accélération des ruissellements d'eaux pluviales et d'augmentation des flux, compte tenu de la nature du projet ;
- en amont du cours d'eau « La Barche » concerné par des inondations et en amont de zones habitées notamment la ZAC « Uzène » ;
- en dehors d'un zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière ;
- pour lequel aucun aéroport n'est recensé à moins de 3 km du site ;

**Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :**

- les impacts liés à l'éblouissement pour lesquels le dossier précise que le projet n'est visible d'aucun des axes de circulation situés à proximité (Autoroute A31, RD953 et RD112F) ;
- les impacts liés à l'intégration paysagère pour lesquels le dossier précise que le parking est bordé d'arbres formant un masque paysager ;
- les impacts liés à la gestion des eaux pluviales pour lesquels le maître d'ouvrage a réalisé une étude hydraulique et s'engage à réaliser un bassin de stockage temporaire permettant de ne pas aggraver de façon notable le risque d'inondation en aval ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, des connaissances disponibles et des engagements du maître d'ouvrage, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact.

Les incidences liées à la gestion des eaux de ruissellement, ainsi que les mesures d'évitement et de réduction associées, (dimensionnement des bassins, choix des périodes de retour des événements pluvieux pris en compte, ...), devront être détaillées dans le dossier d'incidence établi dans le cadre de la procédure de déclaration au titre de la Loi sur l'eau.

### Décide

#### Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur le parking actuel du Parc Walygator, à Maizières-lès-Metz (57), présenté par le maître d'ouvrage « NEOEN », n'est pas soumis à évaluation environnementale.

#### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

#### Article 3 :


L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

#### Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le 5 avril 2019

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la région Grand Est par intérim,  
et par délégation,  
le chef du service Évaluation Environnementale,



Pierre SPEICH

#### Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire - 246, bd Saint Germain - 75700 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au : Tribunal administratif de STRASBOURG - 31 avenue de la Paix - 67000 STRASBOURG